

UNIVERSITÉ
PARIS 8
VINCENTS-SAINT-DENIS



Journée des doctorants - 2016



Mardi 31 mai 2016, 8h30 - 16h30

Comité organisateur :

Elise Abassade, Paulo Ferraz, Pauline Hachette, Raphaël Horrein, Medjma Khelifi-Otmane, Soumia Lablack,
Hassina Merdjane, Alice Moreira Lopes de Carvalho

(S')Exiler

UNIVERSITÉ PARIS 8
Bâtiment B – Salle B106

2 rue de la Liberté, 93 526 Saint-Denis Cedex

Métro ligne 13 - Saint-Denis Université

Merci de vous inscrire
avant le 26 mai 2016: ed31.jdd@gmail.com

MATHILDE ROUSSIGNÉ

« Faire avec l'exil »

Parcours d'exilés politiques uruguayens en Europe francophone

La réflexion sur l'exil proposée ici s'ancre dans la pratique : elle est issue du déroulement d'un projet que je mène personnellement depuis trois ans en parallèle de ma thèse : le projet « Faire avec l'exil » issu d'une enquête de terrain en Uruguay et en France consacrée à l'histoire et la mémoire de l'exil politique uruguayen en Europe francophone.

Dans ce projet il s'agit à la fois :

- d'un livre à venir : à partir d'une enquête de terrain d'environ quarante entretiens et la consultation de fonds d'archives, le livre, situé entre littérature, photographie et sciences sociales, et marqué par une esthétique documentaire, retracera de manière fragmentaire les expériences de l'exil : rapport à la langue, accueil, intégration, trauma, rires, amitiés, politique... ainsi que les traces que ce dernier a laissées dans les vies, les corps, la ville ;
- d'un inventaire des archives privées et publiques concernant l'exil politique uruguayen en France, en partenariat avec l'association Génériques, en vue de favoriser les recherches scientifiques sur ce sujet ;
- d'une exposition dont la première version a lieu aux archives diplomatiques du Ministère des affaires étrangères et diplomatiques (MAEDI) à la Courneuve, d'octobre 2016 à janvier 2017. Il s'agit de mettre en dialogue voire en conflit différents types d'archives : archives officielles du ministère, archives des organismes militants et témoignages et archives privées d'anciens exilés.

Les réflexions auxquelles a mené ce vaste projet sont nombreuses, depuis des questionnements concernant les méthodes employées lors de l'enquête de terrain jusqu'aux enjeux de la restitution et la représentation de la mémoire exilique. Je m'attarderai ici sur trois de ces enjeux.

I. Identité(s) d'exilé.e.

L'amorce de cette première réflexion s'appuie sur un texte inédit, fragment du manuscrit élaboré à partir de mon enquête de terrain et des diverses informations recueillies alors, s'intitulant justement « Être exilé, s'exiler » :

« Mais moi j'ai pu garder mon passeport ». « Mais moi c'était rien bien par rapport aux autres ». « Mais moi j'étais pas directement recherché par les militaires ». Mais moi, j'étais pas un vrai exilé. La phrase réapparaît souvent. Elle vient prévenir les déceptions, s'excuser du banal ou congédier le pathétique, le douloureux. Et alors tu es quoi, si tu n'es pas un vrai exilé ? S'ils ne t'ont pas expulsé après un passage au trou de quelques mois, quelques années ? Si ton nom n'a pas été inscrit sur la liste des encombrants à éliminer ? Un voyageur, un touriste ? Un expatrié, un migrant, un fuyard ? Moi j'étais pas un vrai exilé mais j'ai pas eu le choix. Voilà ce que certains te disent. Étrange situation que cet éloignement sous contrainte, ne remplissant pourtant pas les conditions suffisantes. Fallait-il être éligible au rang des martyrs pour

prétendre au titre ? Tu pressens le piège de l'héroïsation. Les impératifs qui poussent à l'exil sont confus et dissemblables, il n'en existe aucun récit type. L'attache à laquelle tous viennent se nouer est peut-être ce verbe. J'ai pas eu le choix.

Paris, 1975. Guillermo remonte l'avenue de la grande armée depuis l'arc de triomphe. Simple illusion produite par le décor peut-être, ou par le printemps à son heure de gloire, un parfum de conquête domine. On est en mai, son séjour parisien touche à sa fin, dans quelques semaines il sera à Montevideo. En empruntant sur sa gauche la rue d'Argentine il lui semble déjà retrouver ses enfants, embrasser sa femme qui l'attendra à la descente de l'avion. Il bifurque enfin rue le Sueur en direction de l'ambassade uruguayenne. Malgré les apparences candides que tu lui prêtes, Guillermo n'est pas dupe. Son passeport va arriver à expiration et il vient le renouveler pour pouvoir voyager. Simple formalité, mais qui en temps de dictature implique de se munir de beaucoup d'espoir, d'un pas de conquête et de la force de la grande armée. « Merveilleuse », l'année qu'il a passée à Paris, maître de conférences associé à l'université Pierre et Marie Curie, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Merveilleuse la formation avec Jacques-Louis Binet, et les expériences en hématologie. Un pied dans le monde de la recherche. Il n'avait cependant pas renouvelé son contrat, il était temps pour lui de rentrer, de retrouver ses enfants, embrasser sa femme à la descente de l'avion. Le hall de l'ambassade est sinistre. Il se présente au comptoir, décline son identité et sort son passeport. República Oriental del Uruguay. Il presse le papier cartonné bleu marine, un peu usé. Le soleil qui couronne les armoiries, l'ovale entouré de ses lauriers, lui jette un dernier regard trouble. L'employé prend le document, lui fait remplir un formulaire et se lève, se dirige vers un bureau au fond de la salle. Il en ressort quelques instants plus tard les mains vides. Guillermo redescend l'avenue de la grande armée vers l'arc de triomphe, écrasé par l'ombre des immeubles haussmanniens. Dans l'air un parfum étranger.

« J'avais plus de documents, ce qui est tout à fait illégal mais la dictature... moi je dis toujours, ce qui m'est arrivé à moi c'est rien à côté de beaucoup d'autres. Je n'osais même pas parler de ça, ça me paraissait infime ».

Anna aussi est entrée dans l'ambassade uruguayenne de Paris et en est ressortie sans passeport. Mais elle s'en doutait bien, elle avait juste tenté comme ça, pour voir, pour que les choses soient claires. De toute manière elle avait déjà son passeport français, donc tout allait bien. Elle était arrivée en France il y a déjà de nombreuses années, très jeune, avant même le coup d'État. Et alors tu es quoi si tu es partie avant le pire ? C'était en 1971, à Montevideo, un jour où elle rentrait de cours – elle terminait son bac : son père l'attendait et lui avait annoncé la suite. Les choses étaient claires, formelles : elle partait dans deux mois chez sa mère, en France. Et puis c'est tout. Elle allait trop aux manifestations, commençait à discuter avec les tupamaros installés dans la maison d'en face... Il n'était pas contre, non, mais pressentait le pire et il n'avait pas tort. Seulement il ne lui avait rien demandé. Deux mois plus tard elle arrivait à l'aéroport où sa mère la reçut en lui parlant français. Elle pigeait rien mais les choses, oui, étaient très claires. On ne lui avait pas demandé non plus ce que cela pouvait lui faire d'être séparée de son frère, qui avait quatorze ans et qui partit pour l'Australie avec le père. Elle n'avait pas eu le choix.

C'est peut-être Maruja qui t'a le mieux fait comprendre ce que cela signifie, ne pas avoir le choix. C'est peut-être elle qui t'a extirpée de tes questionnements nébuleux sur le libre-arbitre, sur les degrés de contraintes qu'implique tout déplacement. Tu lui avais rendu visite à Montevideo par une soirée d'orage diluvien et elle t'avait raconté la visite qu'elle avait faite à sa fille exilée à Paris, en pleine dictature, et comment elle n'était plus jamais rentrée. Tu la revois, dans la petite bibliothèque près du poêle : elle s'était levée d'un bond et avait frotté ses mains sur ses épaules. « Il fait chaud, avait-elle dit, il fait bon ici, tu vois ? Voilà, il fait chaud. À l'inverse regarde : si je veux aller là-bas - elle avait désigné la terrasse qu'on apercevait à peine, derrière la vitre battue par la pluie et le vent – si je veux aller là-bas il y pleut des trombes, et c'est gelé ! Je n'ai pas d'option. Je n'ai aucune option, je vais là où c'est chaud, c'est tout. Je n'ai pas choisi la France ».

Pourtant lorsque tu regardes Maruja plantée sur ses deux jambes près du poêle tu ne vois rien d'autre qu'un corps entêté et volontaire, n'ayant pas le choix mais ayant précisément face à cela fait un choix. Celui de persévérer dans son être. « Bien sûr que j'ai choisi la France ». « Bien sûr je me suis adaptée ». À de nombreuses reprises certains te le disent même avec fierté, comme pour mettre à distance l'insoutenable image de la poupée de chiffon, traînée çà et là au gré des manœuvres militaires et des accords internationaux. Ils n'ont pas été exilés, ils se sont exilés. Et c'est là dans ce pronominal qu'ils veulent enraciner l'échec de la dictature qui ne les a pas détruits bien au contraire. Qui leur a permis malgré elle d'étendre la lutte, de prendre leur revanche. Ils ne connaissent pas la tournure passive, « j'ai été exilé par », exilé par des militaires qui exilent. « Être exilé » ils te diront que c'est avant tout « être », que c'est cette expérience bien plus confuse et imprécise que le court moment où l'avion s'arrache du sol, où la pulpe des doigts frôle pour la dernière fois le papier cartonné bleu marine du passeport. C'est la couleur grisâtre que prend le ciel de Bruxelles au son des milongas de Zitarrosa, c'est ce

fantôme de la Commune que l'on croise place Pigalle et auquel on s'agrippe pour prendre pied, c'est ce fichu déguisement qui, insensiblement, se colle à ta peau. « Être exilé » ils te diront que c'est avant tout « être » parce que dans ces conditions aux limites du soutenable il a bien fallu faire avec. »

Le choix est ici délibéré d'un passage qui donne à entendre non pas le réfugié politique uruguayen « type » de l'époque – s'il en est un – c'est-à-dire celui qui, recherché par les militaires, aurait fui dans des pays limitrophes de l'Uruguay puis aurait obtenu l'asile en Europe via le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés) par exemple, ou celui qui serait sorti de prison, expulsé du pays... Les entretiens sur le terrain révèlent, en effet, l'extrême pluralité des positionnements concernant l'identité d'exilé ; pluralité de positionnements que l'on retrouve souvent à l'échelle des individus eux-mêmes, les positions variant en fonction du contexte de l'entretien, des interlocuteurs, du choix de superposer ou non l'identité d'exilé à celle de réfugié et de nombreux autres facteurs, le premier étant ma présence – je ne leur ai jamais demandé de me parler de leur parcours d'exilé, mais je me présentais comme travaillant sur l'exil politique uruguayen, et voulant à cet égard les consulter – ce qui les invitait nécessairement à se positionner.

Le choix de réunir pour ce texte tous ces témoignages sous un seul titre, « s'exiler, être exilé », a cependant des implications éthiques fortes, dans le cadre de l'exil politique. Ce choix élargit et assouplit, en effet, la définition de l'exil qu'ont la majorité des personnes interrogées, il va parfois contre la définition que veulent donner d'elles-mêmes ces personnes. Ainsi, pour assumer ce geste, la dimension dialogique que porte le texte a paru absolument nécessaire, en tant qu'il rend visible les différentes positions. Faire de Guillermo et Anna, par exemple, des *exilés*, les intégrer dans le *corpus* sans poser la question de l'identité d'exilé eût été problématique : ils continuent de fréquenter d'autres exilés rescapés de la torture qui ont été directement expulsés par les militaires depuis la prison, leur atterrissage en France ne s'est pas négocié dans les mêmes conditions, etc. Ne pas poser la question aurait ainsi généré une situation inconfortable, d'un point de vue éthique, mais surtout épistémologique. Certes « nous sommes tous des exilés » et « l'expérience exilique » peut s'aborder à différents niveaux, mais restent le vécu des personnes, la hiérarchie des traumas, l'héroïsation de l'exilé politique prêt à tout pour revenir dans son pays, qui se distingue de l'exilé économique ou de l'étudiant qui s'est retrouvé bloqué en France. Et si cette héroïsation est peut-être un piège, comme je le suggère, il s'agit de ne pas verser non plus directement dans le nivellement du « tout est exil », mais bien d'interroger cette tension.

C'est ainsi, face à cette confrontation à la complexité de l'humain, que s'est imposé le choix de formes de restitutions artistiques. L'écriture, la photographie ou l'exposition ont en commun un parti pris : celui du dialogisme, de la confrontation des discours, comme si la possibilité de dire un exil politique collectif ne pouvait se faire qu'au sein même des tensions, des contradictions qui séparent et par là mettent en regard les différentes expériences de l'exil.

II. Communautés inventées ?

Face à la pluralité des expériences de l'exil uruguayen, comment inventer une communauté des exilés et qui pour l'inventer ? Certains entretiens m'ont invitée à penser l'exil en termes d'hybridation progressive entre identité uruguayenne et culture du pays d'accueil et ont parfois nourri cet imaginaire binaire. Certes, on peut étudier les étapes progressives d'acculturation, du trauma à la transculturation, la réorganisation du répertoire langagier, des rites culturels, et dégager

de grandes lignes, des communs dénominateurs. L'exposition au MAE permet ainsi de montrer quelques images d'Épinal, des Uruguayens qui, après avoir joué au foot à Vincennes, boivent un maté, thermos déposé sur l'herbe, ou encore des enfants qui lisent *Lucky Luke* et *Astérix*, parfaite illustration du phénomène de double médiation et d'introduction progressive du bilinguisme dans la sphère familiale par les enfants scolarisés dans le pays d'accueil, phénomènes étudiés par la sociolinguistique, par exemple.

Quelque chose échappe pourtant à cette conception de l'interculturel. C'est ce que je retire, par exemple, d'un entretien avec Alfredo, ancien exilé politique réfugié à Nancy, à partir duquel j'ai travaillé la notion de déguisement ou, plutôt, d'ajustement.

S'ajuster.

« Son mot d'ordre : profil bas, inaperçu. Il s'agissait d'abandonner des attitudes, des manières d'être, t'explique-t-il. Puis d'en revêtir des nouvelles, françaises. Tu peines à les identifier, elles te collent à la peau. Respecter les horaires, le tracé des places de parking, le silence après 22h, certes, mais c'est plus tenu que cela, inaperçu. Parfois il rit : les français eux-mêmes avaient un déguisement pour chaque moment de leur vie. Ils se changeaient pour faire du vélo, ils se changeaient pour aller travailler, ils se changeaient lorsqu'ils arrivaient chez eux... Alfredo changeait aussi. Avec les années, il était devenu connu de la petite bourgeoisie nancéienne de gauche. On l'accueillait, on l'écoutait, on parlait de l'Uruguay, de ce qu'il s'y passait. Punta Carretas, Punta de Rieles, Libertad, de ceux qui disparaissaient. On l'invita à une soirée. Tu l'imagines, perplexe devant le jus de sureau et le buffet macrobiotique, sur fond de musique andine. Jamais il ne fut plus inconfortable d'être un réfugié latino. Son identité de guerillero devenait chic, discordante. Un ajustement mondain. Sous cet accoutrement, il en vint à se demander ce qu'il drapait en réalité. Il souhaita que ce fût un électricien français au profil bas, inaperçu ; un jeune uruguayen aimant les oiseaux et la chimie ; un cheval de San José à qui l'on ne demande pas de parler ; un spectre. Il ne savait plus ; les différentes mues se confondaient, son visage se tapissait d'écailles disparates. Il passa la soirée à se chercher et à se perdre dans les volutes de fumée des gauloises bleues, sans filtre.

Montevideo, 2010. Alfredo est resté presque quarante ans en France. À partir de 1986, il a commencé les allers-retours, afin de passer les étés en Uruguay. Il t'affirme qu'une étrange loi du sol s'exerce sur lui dès lors qu'il arrive en terres uruguayennes. À la vitesse d'un français qui se change il se dépouille de Nancy, des attaches, du français qu'il est en réalité. Au retour en terres françaises de même il oublie instantanément l'uruguayen qu'il est en réalité. En 2010, lassé des incessantes transformations, il revêt la vie uruguayenne. Tu jurerais voir pourtant, sous l'ajustement, un jeune français aimant les oiseaux, un cheval lorrain au pas tranquille, un revenant. Il y a le formidable mélange d'accent uruguayen et lorrain, les chants d'Aznavor à la guitare, certes, mais c'est plus tenu que cela, inaperçu ».

III. Mémoires d'exil

L'expérience de l'exil est une expérience-limite qui met en ainsi en crise les notions d'origine, d'identité, ou de culture d'appartenance, ou du moins qui dévoile leur rigidité, leur difficulté à nommer les métissages. De même, l'expérience de l'exil met en crise, on l'a vu, les notions de sujet et d'objet (exilé mais qui s'exile). Elle est ainsi difficilement articulable avec la création d'une mémoire collective. Faut-il commémorer des victoires, de celles et ceux qui ont réchappé des crimes de masse, de la torture et qui ont organisé la lutte solidaire et « droit de l'homme » en exil ? Faut-il commémorer des victimes de la dictature, l'exil étant, avec l'incarcération, la torture, la terreur et la disparition, l'une des armes du pouvoir militaire des années 70-80 qui a dévasté la vie de plusieurs milliers d'Uruguayens ? C'est cette tension dans l'acte de s'exiler, se sauver et s'échouer – sauvetage et échec à la fois, qu'il faudrait commémorer.

« Si ça c'est la Victoire, eh bien dans quel état aurait été la défaite ? » demande à juste titre Maria

Herminia, en 2014, ancienne exilée politique uruguayenne en France, ayant ramené de son périple parisien une reproduction de la victoire de Samothrace. La photo condense ici un peu de cette tension.



Maria Herminia Erro, « Si ça c'est la victoire, alors qu'aurait été la défaite ? ». Diego Hernández, Montevideo, 2015.

Les enjeux mémoriels pour la société uruguayenne sont d'ailleurs de taille : « *malgré l'importance qualitative et quantitative de l'exil, il n'a toujours pas fait l'objet d'une grande considération de la part des sciences sociales. De plus, le thème de l'exil a été généralement le grand absent de la mémoire publique, des discussions dans l'espace public uruguayen et des lieux de mémoire¹* ». Le projet institutionnel « Placas de la memoria » de la ville de Montevideo, par exemple, projet de plaques commémoratives des moments forts de la dictature, de la répression et de la résistance, ne consacre aucune plaque à la mémoire de l'exil : quel lieu attribuer à ce qui est précisément absence ? Où poser la plaque ?

Et sur quelles archives s'appuyer ? Qu'est-ce qu'une mémoire de l'exil ? Le projet « Faire avec l'exil » propose un travail de mémoires au pluriel, en dialogue voire en conflit.

Dans l'exposition, cela consiste à confronter les discours que portent les diverses archives – ou plutôt à faire expérimenter au spectateur l'idée foucauldienne selon laquelle toute plongée dans les archives suppose une intention, un programme. C'est-à-dire que lorsque les archives « parlent », c'est toujours sur un mode ventriloque : ce qu'y s'y dévoile ou s'y révèle du passé est tributaire des visées présentes selon laquelle on présente ce passé.

Attardons-nous ici sur un cas précis : celui des archives de la grève de la faim menée par quatre exilés uruguayens en 1977 à Paris.

¹ Silvia Dutrénit, Eugenia Allier et Enrique Coraza, *Tiempos de exilios. Memoria e historia de españolas y uruguayos*, Colonia Suiza, Uruguay, Textual, 2008.



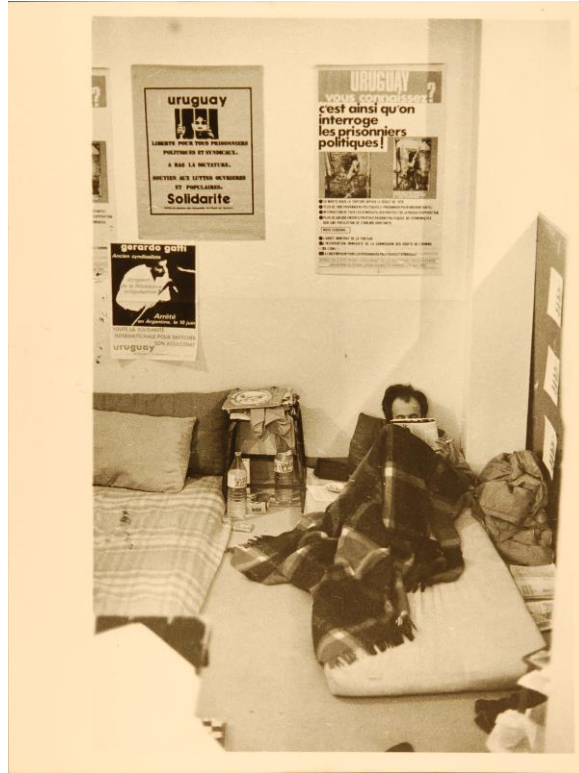
Archives du CDPPU, Fonds Henri Pascal, UDELAR, Montevideo

La valorisation du passé militant des exilés uruguayens est un fort enjeu actuel. La photographie peut ainsi dire ici le collectif, rendre visible cette communauté solidaire, son activité incessante, par la quantité d'affiches collées aux murs, par les risques encourus, indirectement signifiés par les visages masqués, pour éviter les représailles. Afin de souligner ce passé militant, la photographie entre en résonance avec le communiqué diffusé à l'époque par les grévistes – les exilés n'ont pas fui dans le Premier Monde et profité de leur embourgeoisement, ils sont restés *de cara al Uruguay*, tournés vers l'Uruguay, tel serait le discours que l'on peut faire porter à l'archive.

Rendre visible la solidarité internationale et française est un autre enjeu de la mémoire de l'exil que portent les archives : l'exposition montrent différentes coupures de presse qui ont relayé le communiqué, une liste de signataires qui ont soutenu l'appel, un bulletin « Uruguay Informations » qui fait le bilan de la grève et surtout de la solidarité. La France terre d'asile, l'implication des intellectuels, des politiciens de gauche et de la société civile dans le soutien aux luttes des réfugiés, tel serait le discours que l'on pourrait alors faire porter aux archives.

En intégrant à l'exposition de ce cas des témoignages, une autre mémoire de l'exil peut pourtant être touchée. Au-delà de l'anecdote concernant la fin de la grève, les témoignages de deux grévistes enrichissent considérablement la mémoire de la grève et offrent un nouvel éclairage :

« Je crois que c'est ce qui a permis de faire sortir Erro des prisons argentines et de le faire venir en France. Enfin, je crois seulement. Parce qu'on ne savait jamais. Toutes les actions que nous faisons, tous les appels que nous lançons au gouvernement français... on n'a jamais su quel impact réel cela avait eu. Une boîte noire. C'était une boîte noire dans laquelle rentraient nos revendications. Mais quant à savoir ce qu'elles devenaient... »



Archives du CDPPU, Fonds Henri Pascal, UDELAR, Montevideo.

Tout d'abord, les témoignages mettent en question la solidarité internationale et invitent à différencier la position de l'État français de celle de la société civile. Ils interrogent également la réelle efficacité de la militance en exil et contrebalancent ainsi la pétition et la sacralisation qu'elle pourrait entraîner. De là, ils posent la question du sens de la lutte et révèlent l'intrication totale, chez les exilés, de la vie privée et du politique qui laisse sa marque jusque dans les corps et leurs kilos perdus. Si l'efficacité de la lutte est loin d'être prouvée, pourquoi alors jouer le jeu, quoi qu'il en soit ? L'enjeu est peut-être ailleurs, pour l'exilé qui ne mange plus et qui reste reclus entre quatre murs. Le témoignage porte en creux d'autres mémoires : la mémoire de la culpabilité de ne pas avoir partagé la mort ou la prison avec ceux qui sont restés dans le pays ; la mémoire de l'impossibilité de considérer l'exil comme une chance et d'en profiter – ce qui impliquerait que l'existence individuelle, à l'inverse, ne soit pas indissolublement liée à un engagement politique ; la mémoire de l'image de héros et de la nécessité vitale en Europe de l'entretenir afin d'obtenir le soutien de la gauche.

Pour l'exilé politique uruguayen, faire avec l'exil, s'exiler pour poursuivre la lutte depuis l'extérieur est ainsi un enjeu identitaire majeur – une fiction ou une réalité à laquelle il est vital de croire pour exister, et dont il est peut-être même vital de se souvenir.

Bibliographie

- BENEDETTI, Mario, *Viento del exilio (1980-1981)*, Montevideo, Biblioteca Mario Benedetti, 2001.
- DUTRÉNIT-BIELOUS, Silvia, *El Uruguay del exilio, Gente, circunstancias, escenarios*, Montevideo, Ediciones Trilce, 2006.
- DUTRÉNIT-BIELOUS, Silvia, ALLIER, Eugenia et CORAZA, Enrique, *Tiempos de exilios. Memoria e historia de españoles y uruguayos*, Colonia Suiza, Uruguay, Textual, 2008.
- GOMEZ MANGO, Edmundo, *Crónica de la amistad y del exilio*, Montevideo, Banda Oriental, 2011.
- NOUSS, Alexis, *La condition de l'exilé - Penser les migrations contemporaines*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2015.
- SAID, Edward, *Réflexions sur l'exil et autres essais*, traduction de Charlotte Woillez, Arles, Actes Sud, 2008.
- VASQUEZ, Ana et ARAUJO, Ana Maria, *La maldición de Ulises: repercusiones psicológicas del exilio*, Santiago de Chile, Editorial Sudamericana, 1990.
- VIÑAR, Marcelo et MAREN, *Exil et Torture*, Paris, Denoel, Coll. l'Espace analytique, 1989.